

MSNA Haiti 2024 : Zone Métropolitaine de Port-au-Prince

Les résultats clés de l'évaluation multisectorielle des besoins (MSNA) au niveau de la Zone Métropolitaine de Port-au-Prince auprès des populations non-déplacées

Octobre, 2024

Messages clés

- Les activités des groupes armés ont conduit à une augmentation des risques pour les populations locales, exacerbant les besoins humanitaires et compromettant la sécurité des personnes. Cette instabilité génère des restrictions sévères en matière d'accès aux services essentiels. Par exemple, les établissements éducatifs, souvent utilisés comme refuges par les personnes déplacées internes, font face à des interruptions dans leur fonctionnement, menaçant ainsi l'accès à l'éducation pour une partie importante de la population.
- L'impact de l'insécurité est particulièrement marqué sur l'économie locale. Les perturbations dans les circuits commerciaux et les difficultés d'approvisionnement limitent l'accès aux marchés et ralentissent la circulation des biens, aggravant ainsi la situation de sécurité alimentaire dans les zones affectées tout en limitant l'accès aux moyens de subsistance.
- La commune de Cité Soleil présente des besoins humanitaires multisectoriels critiques. Les infrastructures de logement, d'éducation, de santé et d'assainissement sont gravement insuffisantes. Par ailleurs, l'accès humanitaire reste limité en raison de la violence persistante, tandis que les habitants de la zone sont confrontés à des conditions de vie précaires et à une exposition accrue aux risques de violence. Une réponse humanitaire urgente et coordonnée est nécessaire pour répondre aux besoins vitaux et renforcer la protection des populations vulnérables dans cette commune.

39%

des ménages dans la commune de Port-au-Prince ont rapporté avoir **été affectés par des conflits ou des violences**.* **72%** d'entre eux ont mentionné que **ces violences ont causé des déplacements, évacuations ou des relocalisations dans la communauté**.

CONTEXTE

La situation humanitaire en Haïti en 2024 continue de se détériorer, avec [une augmentation du nombre de personnes dans le besoin](#). Les défis sont exacerbés par une [recrudescence de la violence depuis fin février](#), une instabilité politique et un manque d'infrastructures essentielles.

Des groupes armés intensifient leurs [attaques contre des institutions publiques](#), normalisant [la violence et augmentant le nombre de victimes](#). Cela perturbe les chaînes d'approvisionnement et complique l'accès à la nourriture et à d'autres ressources, entraînant [des déplacements internes](#) et une [détérioration de la sécurité alimentaire](#). Les fermetures de routes imposées par des gangs entravent l'économie locale et [l'accès humanitaire](#), retardant les opérations. La [fermeture du port de Port-au-Prince, principal point d'entrée des cargaisons](#), limite l'arrivée de fournitures humanitaires et l'assistance disponible.

APERCU DE L'EVALUATION

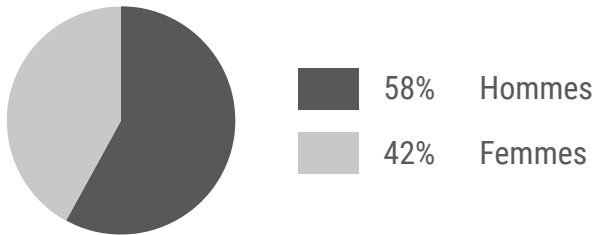
Afin de répondre à des défis en matière d'accès à de l'information, IMPACT à travers son initiative REACH et sous le mandat du Groupe de Coordination Inter-Secteur (ICCG) a facilité pour la troisième fois en Haïti une Evaluation Multisectorielle des besoins (MSNA) qui couvre l'ensemble du territoire, afin d'informer, entre autres, le Cycle de Programmation Humanitaire (HPC) pour 2024.

METHODOLOGIE :

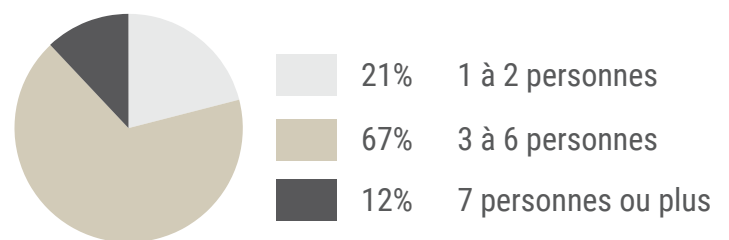
La collecte de données auprès des ménages non déplacés dans la ZMPAP s'est déroulée du 23 juillet au 1er août 2023. Au total, 650 ménages ont été enquêtés. Un échantillonnage aléatoire par grappe a été appliqué. Les résultats sont représentatifs à l'échelle des communes.

INFORMATIONS CLES SUR LA DEMOGRAPHIE DES MENAGES

% des ménages par genre du chef ou de la cheffe de ménage



% de ménages par taille du ménage



PROTECTION

BESOINS D'ASSISTANCE JURIDIQUE

% de ménages ayant rapporté avoir besoin d'une assistance juridique pour obtenir des documents d'identité

16% des ménages ont déclaré avoir **besoin d'une assistance juridique pour obtenir des documents d'identité** au niveau de la ZMPAP. au niveau de la commune de Tabarre, cette proportion représente **49%** des ménages. Dans cette même commune, **69%** des ménages parmi ceux ayant eu un besoin d'assistance juridique, ont rencontré **des obstacles pour l'accès au système judiciaire**.

RESTRICTIONS DE MOUVEMENT

36% Des ménages ont **subi des restrictions de mouvement dans leur localité**. Cette proportion est la plus élevée dans les communes de Tabarre (**74%**), Carrefour (**45%**), Port-au-Prince (**41%**) et Cité Soleil (**40%**).

Top 3 des types de restrictions de mouvement les plus rapportés

Peur pour la sécurité du ménage lors des déplacements	47%
Points de contrôle ou fermetures de routes opérés par des acteurs armés	43%
Points de contrôle ou fermetures de routes opérés par d'autres acteurs tels que des leaders communautaires, des municipalités, des départements de police locaux, etc.	28%

Une intensification des activités des groupes armés au cours du premier trimestre de 2024 et une exposition plus accrue aux risques de protection

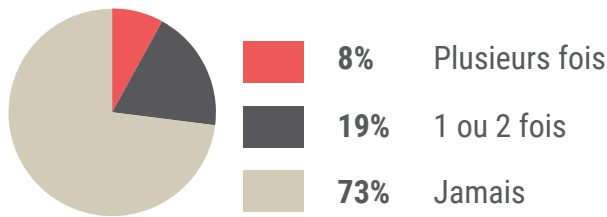
Entre janvier et mars 2024, **les violences liées aux gangs ont fait au moins 2.505 victimes**, entre morts et blessés, faisant de cette période la plus meurtrière depuis le début de l'année 2022, [selon le Service des droits de l'homme \(SDH\) du Bureau intégré des Nations unies en Haïti \(BINUH\)](#).

À partir de fin février, des groupes armés ont lancé des attaques coordonnées contre des cibles stratégiques à Port-au-Prince, **incluant des institutions publiques et des infrastructures essentielles**. Ces attaques ont permis l'évasion de plus de 4.600 détenus des deux principales prisons de la capitale, tandis que plus de **22 commissariats et postes de police ont été pillés ou incendiés**, faisant également 19 policiers tués ou blessés, selon le même rapport.

Les gangs ont intensifié **leur recours à la violence sexuelle**, visant particulièrement les habitants de quartiers adverses, tout en continuant d'utiliser des enfants pour leurs activités criminelles. Par ailleurs, **la justice populaire**, notamment dans le cadre du [mouvement "Bwa Kalé"](#), ainsi que les groupes d'autodéfense, ont causé la mort d'au moins 141 personnes dans le pays, [selon le SDH du BINUH](#).

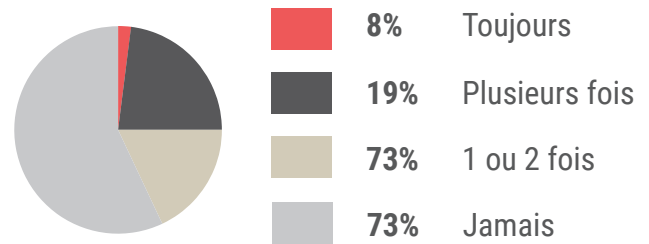
RISQUES DE PROTECTION

% de ménages inquiets d'être contraints de fuir le domicile selon la fréquence*



Dans la commune de Port-au-Prince, **27%** des ménages ont ressenti cette inquiétude une ou deux fois et **16%** plusieurs fois.

% de ménages inquiets de conflits violents selon la fréquence*

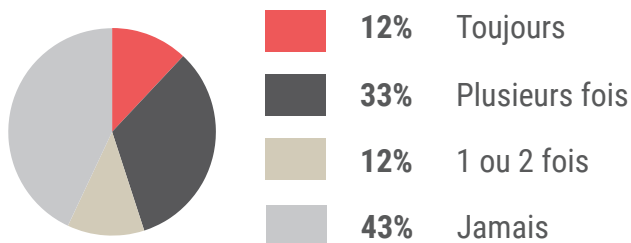


C'est dans la commune de Port-au-Prince où la proportion de ménages ayant été inquiets de ce risque est la plus élevée.

Communes où les ménages ont le plus rapporté avoir été **toujours** préoccupés par la criminalité à l'intérieur de leur domicile*



% de ménages dont les femmes et les filles s'étaient senties en insécurité en marchant dans la communauté, par fréquence*



D'après le cluster protection en Haïti, entre janvier et mars 2024, [1,793 incidents de VBG ont été signalés](#), dont 75% de violence sexuelle, 15% d'agressions physiques et 10% de violence psychologique ou émotionnelle, avec une hausse notable des cas en mars. Parmi ces cas, **78% d'entre eux concernaient des personnes déplacées internes**.

A Carrefour, près d'un quart des ménages (**21%**) ont rapporté que les femmes et les filles se sont **senties toujours en insécurité en marchant dans la communauté**. Ces proportions sont aussi élevées à Cité Soleil (**19%**) et dans la commune de Port-au-Prince (**13%**).

Les obstacles à l'accès aux services pour les femmes et les filles sont liés au **manque de médicaments, des frais de transport, ainsi que la stigmatisation et la peur des représailles**.

*Au cours des trois derniers mois précédant la collecte de données.

PROTECTION DE L'ENFANCE

37%

Des ménages à Port-au-Prince ont rapporté que **leurs enfants ont ressenti une expression de peur ou d'anxiété excessives** au cours des trois derniers mois précédant la collecte.

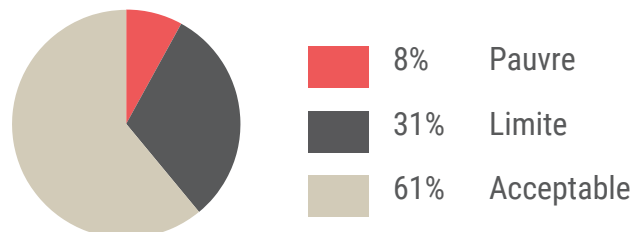
10% des ménages dans la ZMPAP ont rapporté avoir un enfant (un fils ou une fille de moins de 18 ans) qui ne vit pas actuellement dans le ménage.

SECURITE ALIMENTAIRE

% des ménages par niveau sur l'échelle de la faim (HHS)

Sévère	14%
Modéré	44%
Aucun ou peu	42%

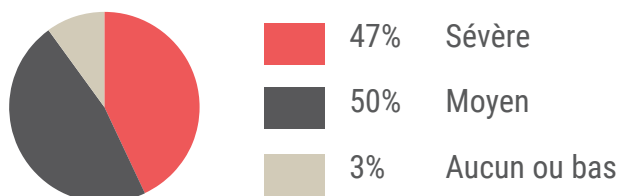
% de ménages par catégorie du Score de Consommation alimentaire (FCS)



Les proportions les plus élevées des ménages dont le **score de faim est considéré comme sévère** sont celles à Cité Soleil (**29%**), Carrefour (**25%**) ou encore Croix-des-Bouquets (**15%**).

C'est également dans ces communes où le **score de consommation alimentaire (FCS) est le plus problématique**. En effet, A Cité Soleil, **24%** des ménages ont un **score dit de pauvre** et cette proportion est de **9%** dans les communes de Croix-des-Bouquets et de Carrefour.

% de ménages par niveau d'Indice réduit des stratégies de subsistance (rCSI)



Dans les communes de Cité Soleil, Tabarre ou encore Carrefour, **plus de la moitié des ménages ont recours à des stratégies d'adaptation dites sévères** pour accéder à suffisamment de nourriture, respectivement **73%**, **63%** et **51%**.

Les informations par rapport au cadre analytique et méthodologies de calcul des indicateurs HHS, FCS, RCSI et LCSi) peuvent être [accessibles ici](#). L'analyse repose sur les standards développés par FEWS NET en matière de classification de l'insécurité alimentaire aiguë.

Top 3 des sources de nourriture rapportées par les ménages (en % de ménages) au cours des 30 jours qui précèdent la collecte

Acheté avec du liquide	90%	
Acheté à crédit	44%	
Empruntés	15%	

Le **recours à l'achat à crédit** a surtout été rapporté dans les communes de Tabarre (**73%**), Carrefour (**60%**) et Port-au-Prince (**49%**).

Les proportions de ménages les plus élevées ayant **comme principale source l'emprunt** sont dans les communes de Pétionville (**26%**), Port-au-Prince (**20%**) et Cité Soleil (**19%**). A Pétionville, **17%** des ménages **recourent de la nourriture offerte par des amis ou la famille**.

MOYENS DE SUBSISTANCE

Top 5 des sources de revenus rapportées par les ménages (en % de ménages) au cours des 30 jours qui précèdent la collecte

Revenus de son propre entreprise ou commerce régulier	41%
Travail salarié	27%
Travail occasionnel ou journalier	21%
Envois de transferts d'argent (de la diaspora / de l'étranger)	18%
Prêts ou soutien de la famille et des amis (à l'exclusion des envois de fonds)	11%

10%

Des ménages à Cité Soleil ont rapporté n'avoir reçu **aucun revenu** au cours des 30 derniers jours. A Carrefour, **26%** recourent à des **prêts de la famille et des amis** et **25%** d'**envois de transferts d'argent de la diaspora**. A Pétionville, **30%** ont également **recours aux transferts envoyées par la diaspora**.

REVENUS MEDIANS

15000 gourdes haïtiennes* représente le revenu mensuel médian des ménages au cours des 30 derniers jours précédant la collecte de données.

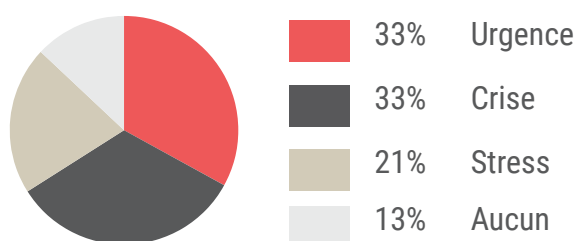
Le revenu médian **le plus élevé est celui des ménages dans la commune de Pétionville** représentant un montant de **25000 gourdes**.*

Le revenu médian **le plus bas est celui des ménages dans la commune de Croix-des-Bouquets**, représentant un montant de **5250** gourdes.*

*15000 gourdes haïtiennes sont l'équivalent de près de 115 dollars US. 25000 gourdes correspond à peu près à 190 dollars US. 5250 en gourdes équivaut à à peu près 40 dollars US.

% de ménages par niveau d'Indice des stratégies d'adaptation aux moyens de subsistance (LCSI)

Au cours des 30 jours précédant la collecte de données



Top 3 des raisons additionnelles d'avoir recours aux stratégies d'adaptations liées aux moyens de subsistance

Pour accéder aux soins de santé ou pour payer les soins de santé	39%
Pour accéder au logement ou payer pour le logement	25%
Pour accéder à l'éducation ou payer pour l'éducation	22%

33% des ménages dans la commune de Port-au-Prince ont dû **adopter des stratégies d'adaptation pour accéder à l'éducation** ou payer pour les frais qui y sont inhérents.

ACCES AUX MARCHES ET PRESTATAIRES FINANCIERS

% de ménages par type d'obstacles pour accéder à des produits alimentaires et non alimentaires de base

19%

Des ménages ont mentionné comme principal obstacle **l'insécurité ou danger lors des déplacements vers et depuis le marché**

9%

Des ménages ont évoqué **l'exposition à l'insécurité ou à un danger dans le marché**.

Les **restrictions de mouvement causées par les affrontements armés, les barrages mis en place par des groupes armés ou des groupes d'autodéfense** affectent l'accès aux services de base, aux moyens de subsistance et aux marchés. L'impact sur la circulation des biens et l'accès aux marchés entraîne **une augmentation des prix des biens essentiels**. Entre janvier et mai 2024, le coût du **panier alimentaire a augmenté de 27%**.

Top 5 des types de prestataire de services financiers accessibles rapportés dans la zone (% des ménages)

Agents d'argent mobile (MonCASH, Natcash, etc)	96%
Services formels de transfert d'argent (Western Union, etc.)	67%
Banques	31%
Groupes d'épargne informels gérés par les membres (Banques villageoises, AVEC / associations villageoises d'épargne et de crédit, MUSO / mutuelles de solidarités)	8%
Prêteurs sur gages	7%

EAU POTABLE, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT

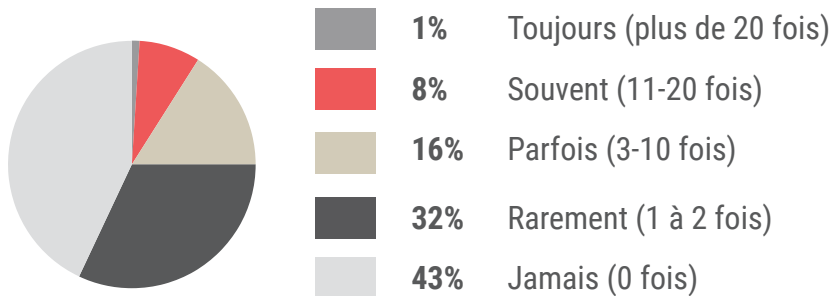
Principales sources d'eau de boisson rapportées par les ménages (% des ménages)

Kiosque à eau	18%
Chariot avec petit réservoir / baril	15%
Eau en bouteille	14%
Raccordement par canalisation à la maison / Reseau DINEPA	13%

19%

Des ménages ont rapporté que le problème principal pour accéder à suffisamment d'eau est lié au fait que **l'eau soit trop chère**, alors que **18%** des ménages ont mentionné le fait que les **points d'eau soient trop éloignés**. Ce dernier problème a été mentionné par **34%** des ménages à Port-au-Prince. Autour d'un tiers des ménages à Tabarre (**36%**) et Port-au-Prince (**32%**) ont évoqué **la cherté de l'eau** comme principal problème.

% de ménages selon la fréquence à laquelle ils n'ont pas eu suffisamment d'eau pour boire au cours des 4 semaines précédant la collecte



18%

Des ménages à Cité Soleil ont rapporté **souvent manquer d'eau à boire** et **42%** ont évoqué en manquer parfois (3 à 10 fois par mois).

ACCES AUX INFRASTRUCTURES SANITAIRES

Top 3 des types d'infrastructure sanitaire habituellement utilisés (% des ménages)

Toilettes à chasse d'eau dans une fosse septique	50%
Toilettes à chasse d'eau dans une latrine à fosse	15%
Latrines à fosse avec dalle	9%

56% des ménages à Tabarre ont indiqué **partager leur installation sanitaire avec d'autres personnes ne faisant pas partie du ménage** contre **21%** à l'échelle de la ZMPAP.



Zoom sur Cité Soleil

28%

Des ménages à Cité Soleil ont rapporté que les **installations sanitaires ne sont pas propres ou hygiéniques**. Les conditions d'assainissement dans la commune sont très précaires, avec **58%** de la population utilisant des **latrines non améliorées ou n'ayant pas accès à des installations sanitaires**. Près de la moitié des ménages à Cité Soleil (**45%**) ont signalé avoir été **touchés par des inondations** au cours des 12 mois précédant la collecte de données. Parmi ces ménages, **39%** ont indiqué que les inondations avaient **causé la destruction ou des dommages aux biens essentiels et aux effets personnels**, tandis que **30%** ont signalé **un impact sur leur santé**.

ABRIS ET BIENS NON ALIMENTAIRES

ACCES A UN ABRI ADEQUAT

20% Des ménages vivent dans un **bâtiment inachevé ou non-fermé**. Cette proportion s'élève à **30%** à Pétionville, **27%** à Tabarre et **22%** à Port-au-Prince.

Concernant le **statut d'occupation du logement**, **52%** des ménages ont déclaré être **locataires** contre **38%** étant propriétaires de leur logement et **10%** étant **hébergé gratuitement**. Cette proportion est plus **élevée à Carrefour** tel que rapporté par **20%** des ménages.

De plus, **16%** des ménages à Cité Soleil **pensent qu'ils risquent d'être expulsés** contre **9%** à l'échelle de la ZMPAP.

PROBLÈMES ET DOMMAGES SUR LES ABRIS

Principaux problèmes relatifs aux logements les plus rapportés

Fuites en cas de pluie	29%
Il fait souvent trop chaud ou trop froid à l'intérieur de l'abri	22%
Manque d'espace à l'intérieur de l'abri (moins de 3,5 m2 par membre du ménage)	15%
Ventilation limitée (pas de circulation d'air si l'entrée principale n'est pas ouverte)	8%
Manque d'intimité à l'intérieur de l'abri	6%

Le principal dommage aux abris est lié à des **dommages mineurs à la toiture (fissures, ouvertures)** rapporté par **29%** des ménages au niveau de la ZMPAP et par **50%** des ménages à **Cité Soleil**, **40%** à **Tabarre** et **39%** à **Port-au-Prince**.

70% des ménages dans la commune de Port-au-Prince ont rapporté avoir des problèmes relatifs à leur logement, parmi lesquels **30%** ont des problèmes liés au **manque d'espace à l'intérieur de l'abri (moins de 3,5 m2 par membre du ménage)**.

FONCTIONNALITE DES ABRIS

Zoom sur Cité Soleil

19%

Des ménages à Cité Soleil **ne peuvent pas cuisiner dans leur abri** et **37%** ont rapporté pouvoir le faire mais avec des problèmes. La principale raison mentionnée est liée au **manque d'accès aux installations de cuisine**.

27% des ménages à Cité Soleil **ont des problèmes pour assurer leur hygiène personnelle** à l'endroit où ils vivent. Aussi, **7%** ne peuvent pas le faire du-tout.

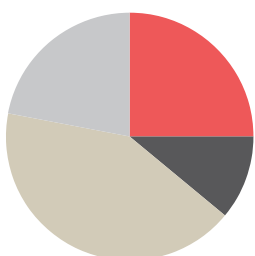
Zoom sur Port-au-Prince

38%

des ménages dans la commune de Port-au-Prince **rencontrent des problèmes pour dormir, principalement à cause du manque d'espace dans le logement**.

22% des ménages dans la commune de Port-au-Prince ont **des problèmes pour stocker de la nourriture et de l'eau** là où ils vivent et **7%** ne peuvent pas le faire.

% de ménages par nombre d'heures d'accès à l'électricité par jour



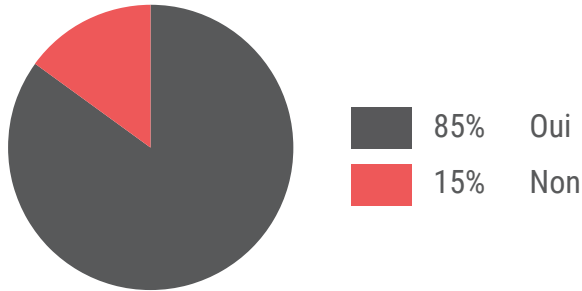
25%	Jamais, ou moins d'une heure par jour
11%	Entre 1 et 3 heures par jour
42%	Entre 4 et 8 heures par jour
25%	9 heures ou plus par jour

88% des ménages à Cité Soleil **n'ont jamais accès à l'électricité ou en ont seulement une heure par jour**. Cette proportion est de **67%** à Croix-des-Bouquets.

EDUCATION

SCOLARISATION

% d'enfants de 3 à 18 ans ayant fréquenté l'école à un moment ou à un autre de l'année scolaire 2023-2024



Top 3 des communes où les enfants n'ont pas fréquenté l'école à un moment ou à un autre de l'année scolaire

Croix-des-Bouquets	32%
Cité Soleil	22%
Delmas	22%

Selon OCHA, en mai 2024, [près de 900 écoles ont temporairement fermé à Port-au-Prince et en Artibonite](#). De plus, **35 sites de personnes déplacées sur les 85 sites recensés à Port-au-Prince sont des écoles.**

PERTURBATIONS D'ACCES A L'ECOLE

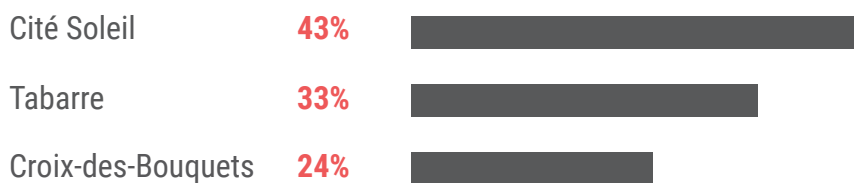
34%

Des enfants à Cité Soleil ont vu leur accès à l'éducation perturbé par des aléas naturels, notamment des inondations.

44% des enfants dans la ZMPAP ont eu des perturbations d'accès à l'éducation à cause de l'absence des enseignants.

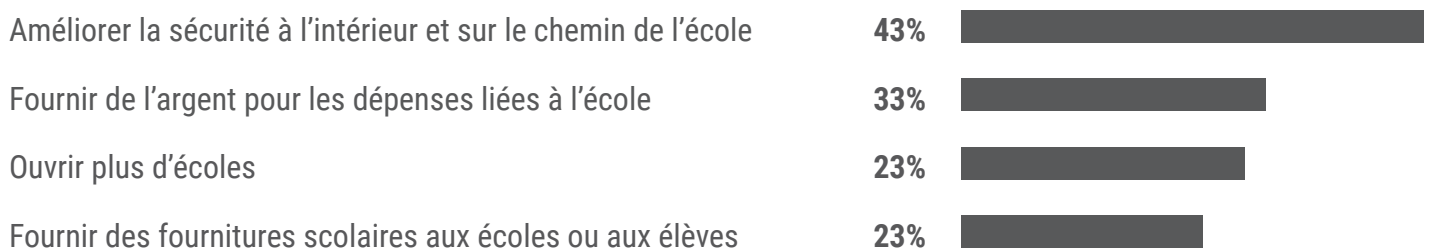
La fuite des cerveaux a aussi [causé le départ d'une part importante d'enseignants](#). Chaque année, près de 30.000 visas humanitaires sont délivrés.

% d'enfants de 3 à 18 ans dont l'éducation a été perturbée, par le fait que l'école soit occupée par des groupes armés non étatiques



18% des enfants à Cité Soleil et Port-au-Prince ont vu leur accès à l'éducation perturbé par le fait que les écoles soient utilisées comme des abris pour les personnes déplacées.

% de ménages avec des enfants âgés de 3 à 18 ans selon leur suggestion pour l'amélioration de l'éducation dans la communauté



SANTE

BESOINS EN SANTE

% d'individus n'ayant pas pu satisfaire leur besoin en prise en charge de soins, parmi les **37%** ayant eu un problème de santé



Top 3 des besoins de soins de santé non comblés les plus rapportés (% d'individus)

Consultation ou médicaments pour une maladie aiguë/ soudaine (fièvre, diarrhée, toux, etc.)	38%
Consultation ou médicaments pour une maladie chronique (diabète, hypertension, etc.)	20%
Consultation / bilan de santé préventif	15%

A Cité Soleil, **49%** des ménages ont eu un besoin de prise en charge suite à un problème de santé, parmi lesquels **31%** n'ont pas pu satisfaire ce besoin. De même, à Tabarre où **48%** des ménages ont eu un problème de santé, **près de la moitié** n'ont pas pu obtenir des soins.

BARRIERES D'ACCES AUX SERVICES DE SOINS

Les principales barrières d'accès aux services de soins sont **d'ordre économique**. En effet, **21%** ont rapporté comme principale barrière **l'impossibilité de payer le coût de la consultation** et **21%** **l'impossibilité de payer le coût du traitement**.

48%

des ménages à Croix-des-Bouquets ont **besoin de plus de 30 minutes pour accéder à l'infrastructure de santé fonctionnelle la plus proche**.

L'accès aux soins est aussi entravé par **l'insécurité** dans certaines communes, notamment les communes de Cité Soleil et Croix-des-Bouquets. A Cité Soleil, **11%** des ménages ont évoqué comme barrière **le manque de sécurité pendant le trajet jusqu'à l'établissement de santé** et **7%** ressentent de **l'insécurité dans l'établissement de santé**.

SANTE MENTALE*

60%

des ménages ont rapporté **avoir personnellement ressenti le besoin de solliciter un soutien pour un problème lié à votre bien-être psychologique ou mental** au cours de l'année précédente. Parmi eux, **78%** **n'ont pas essayé de trouver un soutien** pour répondre à ce besoin.

*Les résultats liés à cette section ne sont représentatifs que des 81% de ménages ayant consenti à répondre aux questions sur la santé mentale.

SANTE SEXUELLE ET REPRODUCTIVE

Lieux de l'accouchement les plus rapportés par les femmes (15-49 ans) ayant eu un accouchement vivant au cours des deux années* précédant la collecte de données

Chez elle	37%
Hôpital public	26%
Clinique/ hôpital privé	19%

*Les femmes en âge de procréer (15-49 ans) ayant eu un accouchement vivant au cours des deux années représentent 22% des répondantes.

REDEVABILITE

PRIORITES ET PREFERENCES

Top 4 des défis les plus importants auxquels les ménages sont confrontés

Manque de ressources pour assurer sa subsistance	49%	
Manque de sécurité ou de protection	25%	
Manque d'accès à de la nourriture	22%	
Manque d'accès à des soins de santé adéquats	20%	

Type de soutien préférentiel de la part d'ONG

Alimentation	66%
Soins de santé	42%
Soutien aux moyens de subsistance	39%
Abri / logement	39%

Modalités d'assistance préférées les plus couramment rapportées

Espèces physiques	79%
En nature (nourriture)	46%
Espèces via l'argent mobile	21%
Services	13%

ACCES A L'INFORMATION ET AUX MODALITES DE COMMUNICATION

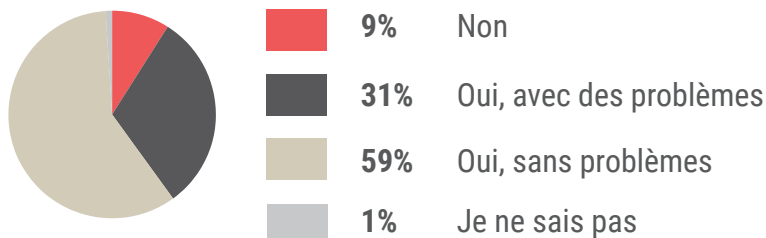
Les trois principaux types d'information préférés de la part des fournisseurs d'aide

Comment s'inscrire pour recevoir de l'aide	42%
Comment trouver du travail	26%
Comment obtenir de l'eau, de la nourriture	20%

Principales sources de confiance préférées pour recevoir de l'information

Station de radio	38%
Agence nationale d'aide humanitaire / ONG nationale	34%
Agence internationale d'aide humanitaire / ONG internationale	26%

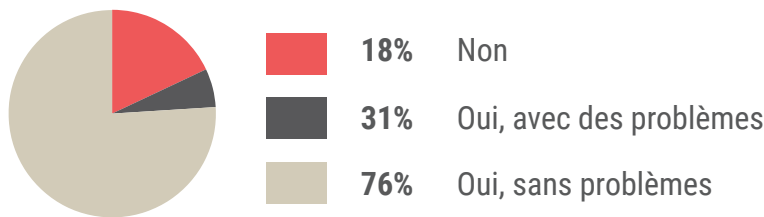
% de ménages ayant accès à internet



34%

Des ménages à Cité Soleil **n'ont pas accès à internet**. Dans la même commune, **10%** des ménages **n'ont pas de téléphone**.

% de ménages ayant accès à la radio



51%

Des ménages à Cité Soleil **n'ont pas accès à la radio**. Dans cette même commune, la source préférée pour recevoir des informations sur l'aide humanitaire est **à travers des leaders communautaires** (47%).

ACCES A L'ASSISTANCE HUMANITAIRE

3%

Des ménages ont rapporté avoir **reçu une assistance humanitaire** dans la ZMPAP. A Cité Soleil, la proportion des ménages ayant reçu une assistance est plus élevée représentant **11%**.

Obstacles liés à l'accès à l'aide humanitaire

19%

des ménages ont mentionné comme obstacle pour accéder à l'aide humanitaire **le manque d'informations sur les services disponibles et la manière pour y accéder**.

D'autre part, **17%** des ménages ont évoqué comme obstacle le **manque d'assistance disponible ou de ressources de la part des prestataires**, particulièrement à Croix-des-Bouquets (**38%**) et Port-au-Prince (**31%**).

23%

des ménages ont la **perception que l'aide ne va pas aux personnes les plus nécessiteuses**. Parmi eux, **37%** des ménages ont évoqué les **personnes âgées** ou encore **26%** les **ménages dirigés par des femmes** comme les groupes qui n'ont pas accès à l'aide dont ils ont besoin.

INFORMATION ET MECANISME DE GESTION DES PLAINTES

20%

des ménages **ne sont pas satisfaits par le comportement des travailleurs humanitaires** ou personnes qui délivrent l'aide humanitaire. Parmi eux, **30%** ont été **témoins ou victimes d'exploitations ou d'abus sexuels** de leur part.

Moyens préférés les plus rapportés pour fournir un retour d'information sur l'aide

Appels téléphoniques	55%
Face à face avec un membre de la communauté	55%
SMS	21%

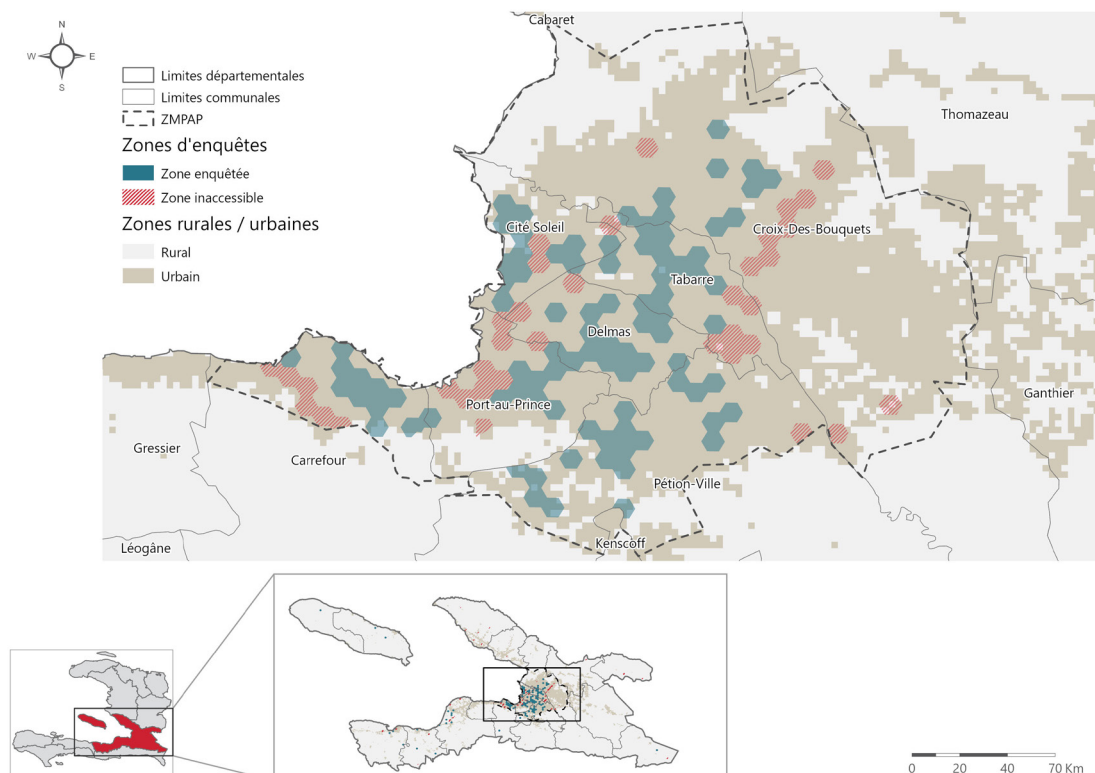
APERCU DE LA METHODOLOGIE

En coopération avec les secteurs, groupes de coordination et autres acteurs humanitaires, REACH a réalisé cette évaluation multisectorielle auprès des ménages non déplacés ayant couvert l'ensemble du territoire haïtien. L'évaluation est construite sur la base d'un échantillonnage à deux étapes stratifiées par grappes en appliquant un intervalle de confiance de 95%, une marge d'erreur de 10 %, ainsi qu'un tampon de 10%. Les résultats de cette enquête quantitative sont représentatifs à l'échelle des départements et des milieux de résidence (urbain et rural) pour l'ensemble du territoire hors ZMPAP.

DEFIS ET LIMITES

Une limite de l'enquête est liée au fait que certains sujets considérés comme sensibles (protection, hygiène menstruelle ou encore santé mentale) peuvent avoir été sous-rapportés par les répondants.

COUVERTURE GEOGRAPHIQUE : ZONE MÉTROPOLITAINE DE PORT-AU-PRINCE



A PROPOS DE REACH

REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de relèvement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAR). Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet : www.reach-initiative.org et nous suivre sur Twitter : @REACH_info.